



Extrait du Elus communistes et apparentés de Vénissieux

<http://gec.venissieux.org/Budget-le-desengagement-de-l-Etat>

Budget : le désengagement de l'Etat

- Conseil Municipal - Mandat 2014-2020 -

Date de mise en ligne : jeudi 1er avril 2010

Copyright © Elus communistes et apparentés de Vénissieux - Tous droits

réservés

Rapport n°2 Budget Primitif 2010

Madame le Maire, chers collègues,

Notre budget primitif 2010 se veut un acte de résistance comme le sont nombre d'actions municipales depuis ces dernières années, la commission Grande Pauvreté, les arrêtés anti-expulsion, notre politique du logement social, etc.....

Un acte de résistance parce que il faut faire face à la plus grande attaque jamais perpétrée par la droite et ses chefs, SARKOZY et le MEDEF ? depuis l'après guerre.

Après la mise en place de la RGPP, après la réforme de la TP, après la mobilité des fonctionnaires, c'est aux communes que s'attaquent les représentants zélés du CAC40.

Dans le budget communal, la part due au fonctionnement est importante : elle révèle nos choix des missions de service public de proximité pour nos concitoyens et les moyens pour les assurer. Il ne s'agit pas de bonne gestion ou de management mais bien d'un parti pris politique pour vivre une autre société, du contrat communal passé avec les vénissiens en 2008.

Nous nous opposons au démantèlement de la fonction publique, qu'il touche la fonction publique d'Etat, les enseignants, les personnels de santé ou les fonctionnaires territoriaux.

Nous préférons une fonction publique au service de la population vénissiane dans ses missions fondamentales de service public plutôt qu'une commande externalisée au secteur privé, entre autres façons perverses de diminuer les masses salariales qui sont nécessaires.

Certes nous faisons en sorte, au mieux des intérêts partagés des personnels et au mieux des contingences budgétaires, de contrôler l'évolution des masses salariales, mais nous devons en priorité faire en sorte que les enfants de deux ans soient accueillis dans nos écoles maternelles, que les ATSEM puissent accompagner les enseignants de ces mêmes écoles, que des postes d'infirmière assurent la surveillance et les soins des écoliers, que les médiateurs du TOP complètent le dispositif de la sécurité sur la ville, que les services sociaux, accompagnent les familles, etc., etc...

Cette fonction publique de qualité qui fait que nous recevons maintenant de plus en plus de demandes d'embauches, dont beaucoup émanent de jeunes diplômés.

La ville ne peut se passer non plus d'investissements pour répondre aux besoins de la population, pour faire face aux carences répétées de l'ETAT, à son cynique abandon de ses missions régaliennes. La ville se développe, sa population croît et il faut par exemple de nouvelles classes dans les écoles et un nouveau groupe scolaire Joliot Curie. Les vénissiens ont droit aussi à des salles de cinéma de qualité, à une école de musique efficace, à des gymnases ou des terrains de sport. Nous avons fait le choix d'une ligne verte pour le tramway T4 en accompagnant financièrement le paysage urbain parce qu'à Vénissieux on a droit aussi au beau.

Et Ces équipements ne peuvent fonctionner qu'avec avec des personnels municipaux.

La Ville a fait ces choix parce que les vénissiens en ont besoin, parce que des familles se sentent abandonnées par ce gouvernement qui privilégie d'abord ses amis du CAC40, les Zacharias qui partent en retraite avec 40 millions d'Euros de retraite chapeau, ses 13 millions d'Euros d'indemnités de départ, les Proglio qui cumulent deux emplois pour 2 millions d'Euros par an, le gratin des tauliers du CAC 40 pour qui seules comptent la Bourse et la Spéculation financière, ce ministre du budget qui a la morgue et le mépris de nous balancer que, je le cite, « la France n'est pas un pays qui paie si bien que ça ses dirigeants ».

Nous ne faisons pas les mêmes choix, nous ne voulons pas de cette société là, cette société du privilège, de la caste dirigeante, du blin-bling et cette société des opprimés et laissés pour compte dans les entreprises, dans les quartiers et les villes populaires, au bord de la rue, sans toit parfois, sans travail ou si peu souvent, sans soins, des expulsés de leur logement, dans une misère qui s'étend inexorablement y compris maintenant chez des salariés.

Budget : le désengagement de l'Etat

Alors oui, nous considérons que c'est un budget de résistance.

De résistance comme en 2009, où la crise a frappé de plein fouet nos familles, et où nous avons gelé les taxes ménage au contraire de la plupart des communes voisines. Et si les taux de la taxe d'habitation et de la taxe foncière sont appelés à augmenter, c'est pour faire face aux dépenses vitales dont les quartiers populaires ont besoin pour résister à une ségrégation larvée à l'oeuvre contre eux, contre leurs enfants et contre leurs aînés.

Et puis pour ne pas avoir la mémoire courte, la perception de la Taxe Professionnelle au profit du Grand LYON pénalise chaque année un peu plus - depuis 2003 - les finances communales. En 2010, c'est probablement 2 millions d'Euros que nous ne percevons pas, soit 7 à 8% de taux de fiscalité ! Une paille que se gardent bien de rappeler les exécutifs communautaires ou les donneurs de leçon de bonne gestion municipale.

Demain, le piège organisé par SARKOZY, homme lige du MEDEF, tout au service de ses amis du CAC40 va se refermer sur les collectivités locales. Elles seront totalement dépendantes de l'Etat et de la Super-métropole à visée européenne de Lyon. Elles ne seront plus qu'une coquille vide sans avoir la main sur leur politique municipale, sans décider de leurs moyens financiers, gérées comme des entreprises filiales.

Nous sommes encore en mesure de faire reculer le gouvernement, les résultats des élections Régionales sont là pour rappeler que les français veulent autre chose.

Nous appelons à résister, à nous révolter contre les méfaits machiavéliques d'un gouvernement plus que jamais au service du seul Capital.

En votant ce budget le groupe communiste et apparentés le fait savoir. Et notre groupe rejoint madame le Maire dans l'exigence de la tenue d'un Referendum sur la réforme des Collectivités Territoriales.

Je vous remercie.